

LE PATRONAT SE LA JOUE RÉTRO...

Sous la férule des dépeceurs du Medef, nos acquis sociaux, issus des luttes menées par les travailleurs depuis le XIXème siècle et pendant le XXème siècle, sont en passe d'être totalement détricotés en ce début du XXIème siècle. Avec le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) et le pacte de responsabilité, les dirigeants du Parti socialiste au pouvoir et notamment François Hollande ont ouvert toute grande la voie vers un retour vers les années les plus sombres pour les travailleuses et les travailleurs.

L'attaque contre les acquis sociaux n'est pas soudaine, elle vient de loin. Mais elle s'accélère. En 2007, c'est Denis Kessler, alors vice-président du Medef et PDG du groupe Scor (société de réassurance) représentée dans quasiment tous les pays du monde, qui donne le tempo. Ce dirigeant d'une société privée détenue en majorité par des actionnaires publics montre la voie à suivre. Nous verrons plus loin comment la dilapidation des capitaux publics est mise en musique par les chef d'orchestre du Medef.

Dans le numéro 94 de *Challenges*, du 4 octobre 2007, le gros mamamouchi écrivait sous le titre «*Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde!*» la feuille de route de Sarkozy, élu président de la République, quelques mois auparavant. En voici quelques extraits: «*Le modèle social français pur produit du CNR (Conseil national de la Résistance) et des Trente Glorieuses a vécu. Il est temps de le réformer, c'est ce à quoi le gouvernement s'emploie*».

Et de donner l'angle d'attaque des acquis sociaux, je cite: le statut de la fonction publique, les régimes spéciaux de retraites, la Sécurité sociale, le Code du travail, les 35 heures, la représentativité syndicale... C'est la grande braderie où tout ce qui est rentable passera dans le secteur privé et ce qui ne l'est pas sera laissé au secteur public ou devra disparaître.

Le travail de sape amorcé par Sarkozy pendant son quinquennat n'a pas pu être mené à bien par l'intéressé, mais qu'à cela ne tienne son successeur le très libéral Hollande continue la casse. Il en rajoute car il «*vole*» au secours du patronat, qui réclame sans cesse des aides et des subventions diverses et variées. Le duègne n'hésite pas à dilapider l'argent public en subventionnant abondamment le patronat. Il faut dire qu'à cet effet ses têtes d'ampoule et lui-même ont fait phosphorer leurs méninges et ont été très inventifs. Dans un premier temps, ils ont sorti de leur chapeau le CICE, qui était censé donner un coup de pouce à l'emploi! Le résultat a plutôt été calamiteux pour l'emploi, mais la manne financière versée au patronat coulera à flots. Cela «*nous*» coûtera pour 2014, 13,5 milliards d'euros, et le prévisionnel pour 2015 est de 20,3 milliards d'euros. Comme si ça ne suffisait pas, les irresponsables ont sorti de derrière les fagots le grand frère du CICE «*le pacte de responsabilité*» qui, au bas mot, permettra au patronat d'empocher 46 milliards d'euros rien que pour l'année 2014. Tous ces milliards se cumulent!

Mais les hyènes ne sont jamais rassasiées. C'est dans ce contexte que Jean-François Pilliard ou «*pillard*» - ce qui lui conviendrait le mieux -, vice-président du Medef, intervient en éclaireur et balise le terrain pour Gattaz, en tenant ce types de propos: «*C'est l'accumulation de normes qui tue la responsabilité du chef d'entreprise*». Il s'agit de faire entrer dans les cerveaux la nécessité de remettre en cause: les 35 heures, la durée légale du travail imposée aux entreprises et préconise une adaptation à chaque entreprise; l'élargissement du travail le soir et le dimanche et pour les chômeurs de longues durées un recrutement à un coût inférieur au smic.

La route étant largement ouverte, le grand manitou du patronat peut ainsi donner le coup de grâce en affinant la casse des acquis sociaux et promettre sans sourciller la création de un million d'emplois en cinq ans, si le pouvoir politique se plie à ses exigences. Et ses exigences sont des exigences de classes, car elles portent atteinte aux conditions de travail des travailleurs et des travailleuses. Son programme ne peut pas rester sans réaction de la part des travailleurs, c'est un retour au XIXème siècle. Jugez-en:

- Le contrat de travail, il veut le remplacer par un «*contrat de projet*», l'expert en manipulation joue sur les

mots, c'est-à-dire que l'on dit toujours contrat à durée indéterminé mais ce contrat très particulier prendra fin automatiquement une fois le projet réalisé sic!

- Les 35 heures doivent être renégociées au niveau de chaque entreprise dans un démarche de flexi-sécurité, ça mon colon, il fallait le trouver!

- Il demande aussi un recul de l'âge légal de départ à la retraite et que les retraites complémentaires soient faites par capitalisation.

- Les compagnies d'assurances piaffent d'impatience.

- Il propose que l'Éducation nationale revalorise l'apprentissage en l'intégrant dans le système éducatif, mais surtout que les entreprises soient associées à l'élaboration des filières. Ainsi les chefs d'entreprises pourront venir faire leur marché aux futurs esclaves et recruter tous ceux que le système éducatif laissera sur le bas côté de la route.

- Au sujet de «*l'assurance chômage*», il peste contre le fait qu'elle n'incite pas un retour rapide à l'emploi, qu'il est trop protecteur. Il préconise la mise en place d'un «*réel contrôle des chômeurs*». C'est bien connu, les chômeurs sont de redoutables fainéants et s'entêtent à ne pas vouloir travailler pour des clopinettes.

C'est ainsi que l'ex-président, lors de son meeting qui annonce son retour, à Lambersat (Nord) le 25 septembre dernier, a repris à son compte l'ensemble des propositions faites par Gattaz, et énumérées plus haut.

Pouvoir politique et pouvoir patronal sont intrinsèquement liés et mènent une lutte des classes diabolique. Tous les artifices et les mensonges sont bons pour endormir la vigilance des travailleurs et on ne peut pas dire que le pouvoir syndical soit à la hauteur des exigences que demande cette lutte des classes. Ce ne sont pas les propos tenus avec cynisme, par Denis Kessler déjà cité plus haut, un autre membre du Medef, ex-syndicaliste qui se disait de gauche et qui a tourné casaque qui me démentiront. Je le cite: «*Mon job, ça a toujours été la lutte des classes; simplement, j'ai changé de camp*». Il nous faut donc, face à cette attaque en règle, qu'impérativement nous réagissions et que nous nous organisions. Pas dans six mois, mais demain, immédiatement.

Justhom
Groupe de Rouen
